

SOCIÉTÉ • ÉDUCATION

Education nationale : nouvelle grève des enseignants ; la ministre Amélie Oudéa-Castéra cible des oppositions à l'Assemblée

La ministre de l'éducation nationale était confrontée, ce mardi, à une seconde grève des enseignants, après celle du 1er février, pour protester contre la mise en place des groupes de niveau en français et en mathématiques en classes de 6e et 5e.

Le Monde avec AFP

Publié hier à 16h56, modifié à 00h44 • Lecture 2 min.



Lors de la manifestation des enseignants, à Paris, le 6 février 2024. SARAH MEYSSONNIER / REUTERS

Déjà fragilisée par les polémiques concernant la scolarisation de ses enfants dans l'établissement privé parisien Stanislas, la ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse, des sports et des Jeux olympiques, Amélie Oudéa-Castéra, a fait face, mardi 6 février, à une deuxième journée de mobilisation des enseignants depuis sa nomination mi-janvier.

Lire aussi | [Amélie Oudéa-Castéra, une ministre fragilisée à l'éducation nationale](#)



Selon des chiffres communiqués par le ministère, 3,2 % des enseignants étaient en grève mardi, tous niveaux confondus. Dans les collèges, on recensait 9,52 % d'enseignants grévistes. Le SNES-FSU (principal syndicat dans les collèges et les lycées) a, lui, avancé le chiffre de 40 % d'enseignants grévistes dans les collèges.

Après une journée d'action qui a mobilisé le 1^{er} février un enseignant sur cinq, selon les chiffres du ministère de l'éducation nationale, les syndicats SNES-FSU, CGT et SUD avaient appelé à une nouvelle grève pour dénoncer l'application, dès l'année scolaire prochaine, des réformes du « choc des savoirs » censées relever le niveau des élèves.

Annoncé par Gabriel Attal, alors ministre de l'éducation nationale, ce dispositif prévoit notamment la mise en place des groupes de niveau en français et en mathématiques en classes de 6^e et 5^e. Les textes officiels mettant en place ces groupes de niveau au collège seront présentés jeudi dans une instance consultative rassemblant les organisations de l'éducation nationale.

Lire aussi : [Gabriel Attal annonce les mesures de son « choc des savoirs » aux enseignants](#)



Chahutée à l'Assemblée



La ministre de l'éducation nationale, Amélie Oudéa-Castéra, à l'Assemblée nationale, le 6 février 2024. MIGUEL MEDINA / AFP

En parallèle, Amélie Oudéa-Castéra a été la cible de trois questions des oppositions, mardi après-midi, lors des questions au gouvernement, à quelques heures d'un éventuel remaniement. « *La colère gronde, (...) aujourd'hui, comme jeudi dernier, des dizaines de milliers d'enseignants scandent : Amélie Oudéa-Castéra démission ! Amélie Oudéa-Castéra démission !* », a notamment lancé le député socialiste du Calvados, Arthur Delaporte, qui a défendu « *l'école publique, gratuite, laïque et obligatoire* » face à « *l'école payante, réservée à une caste et aux beaux quartiers* ».

Cours en ligne, cours du soir, ateliers : développez vos compétences

Découvrir

« *Opposer l'école privée à l'école publique, c'est vraiment une guerre d'un autre âge. (...) La guerre scolaire, c'est vous qui la ravivez* », a répliqué M^{me} Oudéa-Castéra, chahutée par certains députés criant dans l'Hémicycle « *François Bayrou* », pressenti pour la remplacer dans le cadre du remaniement après sa relaxe lundi.

Quelques minutes plus tôt, le député Rassemblement national de Loir-et-Cher Roger Chudeau avait interrogé M^{me} Oudéa-Castéra sur la fermeture annoncée de classes en zone rurale, réclamant un « *moratoire* » et « *l'organisation d'une conférence nationale sur l'école rurale* ». « *Les écoles rurales représentent 34 % des écoles publiques pour 18 % des élèves. Elles présentent donc un taux d'encadrement qui est favorable* », a répondu la ministre de l'éducation nationale.

Après ces questions au gouvernement, M^{me} Oudéa-Castéra était ensuite auditionnée par la commission des affaires culturelles et de l'éducation de l'Assemblée nationale, en milieu d'après-midi mardi, pour dévoiler sa feuille de route.

Mais là encore, la ministre a été visée par de nombreuses attaques de la part des députés de l'opposition. La députée Les Républicains du Doubs Annie Genevard a notamment pointé une « audition bien particulière » tant « la situation est totalement inhabituelle, et pour dire le vrai, assez critique », avant de lister les écueils qui fragilisent M^{me} Oudéa-Castéra : « Le périmètre déraisonnablement élargi de votre ministère ; les polémiques qui ont accompagné vos premiers pas dans un ministère qui vous est inconnu ; la succession d'un ministre qui est devenu le premier [Gabriel Attal] qui vous a laissé une feuille de route qui ne porte pas votre marque ; les bruits qui courent sur votre possible départ du ministère. » « Pensez-vous être à même d'exercer votre fonction ministérielle ? », a alors conclu M^{me} Genevard.

Le Monde avec AFP

Le Monde Ateliers

[Découvrir](#)

Cours du soir

Immersion dans l'économie du crime

Cours du soir

Comment regarder un tableau

Cours en ligne

De Maria à Diva, l'Opéra à travers la Callas

[Voir plus](#)